

Grand entretien avec Florence Aubenas

Reportage en précarité

Florence Aubenas, journaliste au *Nouvel Observateur*, vient de publier *Le quai de Ouistreham*. Ce livre relate une expérience d'« immersion en milieu précaire » qui a duré près de six mois. Sans changer son identité, elle a fait « pour son propre compte », si l'on peut dire, l'expérience d'une chômeuse de 48 ans, sans qualification particulière. Jour après jour, elle s'est fondue dans la foule des demandeurs d'emploi, passant d'un CDD d'« agent de propreté » (i. e. femme de ménage) à l'autre. Nous sommes revenus avec elle sur cette aventure qui s'inscrit dans sa conception d'un « journalisme de reportage », que Florence Aubenas, préfère, sans pour autant porter de jugement, au « journalisme du commentaire » aujourd'hui privilégié par ses confrères « en vue ». Son livre est donc un reportage – Florence Aubenas y insiste – et non une enquête sociologique. S'il s'agit bien du monde social, comme dans l'enquête sociologique, le reportage se veut intelligible pour un large public. En ce sens, l'intention rejoint celle de *La misère du monde* : mise en scène de l'enquête qui cherchait à élargir sa réception au-delà du cercle étroit des professionnels.

Propos recueillis par
Gérard Mauger
et Louis Weber

Savoir/Agir : Qu'est-ce qui vous a conduite à faire ce reportage ? Au début du livre, vous écrivez : « L'idée qu'on ne me proposerait rien est la seule hypothèse que je n'avais pas envisagée ». Quelle idée aviez-vous du monde que vous alliez rencontrer ?

Florence Aubenas : Depuis que je travaille comme journaliste¹, la toile de fond de ce que vis, c'est « la crise ». J'ai commencé dans les années 1980. Il y a eu « la crise de la sidérurgie », les gens ne trouvaient plus de travail. La « crise » est devenue quelque chose de familier pour moi... Quand j'ai commencé à travailler, j'enquêtai sur la France : j'en ai suivi des grèves et des manifestations ! Pour notre

1. Après un bref début de carrière au *Matin de Paris* et au *Nouvel économiste*, Florence Aubenas est entrée comme grand reporter à *Libération* en 1986. Elle a quitté ce journal en 2006 pour rejoindre le *Nouvel Observateur*, en faisant jouer la cause de conscience après un désaccord avec l'actionnaire principal Édouard de Rothschild.

génération, quand nous choisissons nos études, la question était déjà : « Est-ce que je vais trouver du travail après ? ». Ce qui n'était pas le cas pour la génération précédente. Certes dans ma famille de classe moyenne – père fonctionnaire et mère enseignante – nous étions encore relativement à l'abri. Ma sœur est devenue fonctionnaire elle aussi. « La crise » nous était donc familière sans que nous ayons cependant les mains dedans. Mais, nous avons toujours connu des personnes, des cousins, des cousines, qui avaient des problèmes. « Les crises », je les voyais passer, mais, comme ces mots que l'on voit passer, je n'y avais jamais été confrontée concrètement.

Avec cette nouvelle « crise », celle qui a commencé avec les *subprimes*, j'ai ressenti une sorte de lassitude : c'est toujours la même chose, il y en a une tous les cinq ans ! Je n'arrivais plus à savoir ce que je devais écrire. En même temps, je me suis dit : « Celle-là, c'est la bonne, il faut que je fasse quelque chose ». J'ai donc fait ce qui est assez courant dans la presse, je me suis inscrite au chômage. Pour voir... Un peu comme, dans un domaine un peu différent, Günther Wallraff et *Tête de Turc...* Mais, bien avant, il y avait eu Orwell et même Jack London lorsqu'il a écrit *Le peuple d'en bas*².

Quand j'ai commencé dans le journalisme, il y avait un appétit, sans doute hérité des années 1970, pour le social. C'était un sujet « noble », particulièrement à *Libération* où j'étais alors. De la même façon, il nous semblait important de parler des prisons, des sans-papiers : cela avait du sens. C'étaient des reportages « nobles », du point de vue de la

hiérarchie de l'information. Quand on disait à quelqu'un : « Tu vas traiter de la politique de l'immigration », cela voulait dire qu'on lui faisait confiance pour aller sur le terrain, traiter la question de façon politique. Au fil des années, ces sujets sont devenus la corvée, y compris dans des journaux comme *Libé* ou *L'Obs...* J'ai toutefois un peu de mal à les critiquer, car ils en parlent plus que les autres. À entendre ce qui se disait dans les rédactions, personne n'avait plus envie d'en parler... c'était larmoyant, pénible, cela n'avait plus de sens. C'était devenu des sujets dont « on ne voulait plus ». Traiter de « la crise », des manifs, des mal logés, des chômeurs, ce n'était plus noble du tout. Si je dis que je veux faire huit pages sur les femmes de ménage à Ouistreham, pas un journal ne sera preneur ! Si je dis : « Je vais faire un truc sur le chômage à Caen », ça fait rire ! On me dira : « C'est fatigant, les gens sont dépressifs, ça va provoquer un rejet parce que c'est anxio-gène, etc. » C'est la même chose pour tout ce qui est social.

Savoir/Agir : Ce n'est pas une censure ?

Florence Aubenas : Non, pas du tout. C'est dans l'air du temps. Même en hiver, un reportage sur les mal-logés, c'est devenu une sorte de « marronnier », quelque chose que l'on doit subir tous les ans, un peu comme la Noël... Par ailleurs, dans la presse, la place d'un sujet de ce type est difficile à trouver, c'est toujours trop long, trop ennuyeux pour les rédactions.

Pour moi, c'est une situation difficile. *L'Obs* a son siège place de la Bourse. Il y a un effet de situation : de mon bureau, je vois la Bourse. On dit qu'il y a une « crise générale ». Et pourtant, de mon bureau, je vois toujours les mêmes hommes qui

2. *Le Peuple d'en bas* (*The People of the Abyss* (1903) (aussi paru sous le titre *Le Peuple de l'abîme* en 10/18).

se dépêchent, qui prennent de l'argent avec leur carte bleue pour faire leurs achats sur le marché le plus cher de Paris. Quelque chose ne me paraissait pas coller avec ma conception du métier de journaliste. Pour moi, c'est un métier d'engagement, au sens très général de ce terme.

Savoir/Agir : Vous avez pris votre décision assez rapidement ?

Florence Aubenas : Oui et non, c'est aussi le résultat de vingt-cinq ans de journalisme, avec un effet goutte d'eau. J'ai connu l'expérience du journaliste qui devient un héros lorsqu'il travaille en Irak ou en Afghanistan. Quand il travaille en France, il perd beaucoup de son prestige. Ce qui donne une vision schizophrénique du métier. Personnellement, j'ai toujours fait les deux, j'ai travaillé en France et à l'étranger. En France, nous sommes souvent considérés comme des gens qui racontent ce qu'on leur dit de raconter. Je me suis dit que la confrontation avec le réel, avec l'Histoire avec un grand H, pouvait aussi se situer en France. Certes, les enjeux en Irak ou en Afghanistan sont importants, mais en France les enjeux sociaux le sont tout autant. Depuis que je suis rentrée d'Irak, je vois bien que les lecteurs « envient » un peu ce que j'ai vécu, le fait d'avoir affronté quelque chose. Ce qui indique le niveau d'irréalité dans lequel nous vivons. Pour moi, Caen pouvait aussi être un rendez-vous de ce type.

Savoir/Agir : Comment avez-vous préparé ce travail ?

Florence Aubenas : C'est très facile. J'ai débranché le gaz dans mon appartement et je suis partie. J'ai loué une chambre à Caen et je me suis inscrite au chômage.

J'avais beaucoup lu évidemment. Mais je n'avais pas visité de « Pôle emploi » par exemple. Le chômage, j'étais comme tout le monde, je ne savais pas réellement ce que c'était. Bien sûr, j'ai des copains qui sont au chômage depuis des années. Je sais donc ce que c'est d'une certaine façon. Mais c'est vrai, j'étais convaincue qu'il suffisait d'ouvrir une porte et que je trouverais tout de suite un emploi. C'est ce qu'on appelle tout savoir avec la tête et rien de façon concrète. J'avais tablé sur une expérience de quatre mois parce que, naïvement, je me disais : « Tu vas galérer un peu au début, tu vas faire deux ou trois tentatives, ensuite il y a trois mois de période d'essai avant le CDI ». En fait, je restais dans le schéma des années 1970 : « Un boulot tout de suite, trois mois d'essai puis l'embauche définitive ». Évidemment, rien ne s'est passé de cette façon ! Le paradoxe, c'est que tout cela, on le sait et on ne le sait pas, de façon concrète.

Savoir/Agir : Vous cherchiez un travail particulier ? Vous aviez pensé à femme de ménage ?

Florence Aubenas : Tout s'est passé comme je le raconte. J'ai fait les agences d'intérim autour de la gare en arrivant à Caen. Ce fut l'occasion de ma première découverte : ce ne sont plus des agences où on met des petites affiches, où on frappe en disant : « Je voudrais faire ceci ou cela ». Ce sont, en fait, des antichambres des entreprises ou du Pôle emploi. C'est la première gare de triage, complètement dévoyée de son but d'origine. Si on n'est pas inscrit, on n'a aucune chance de trouver quelque chose. On vous répond : « Nous ne prenons pas de nouveaux dossiers. » On ne m'a même pas demandé de laisser un CV, alors que j'ai bien fait une quinzaine d'agences. Je

suis donc allée à Pôle emploi, ce que je n'avais même pas imaginé avant.

Savoir/Agir : On ne vous a rien proposé d'autre ?

Florence Aubenas : En fait, ils vous font un profil. Cela se fait en 10-12 minutes. À partir de là, on vous dit : « Avec ce que vous avez, c'est cela qu'il vous faut ». Je me suis présentée sobrement à vrai dire : « J'ai quarante-huit ans et puis... rien de plus, à part un bac, et je n'ai pas travaillé depuis vingt ans ». J'avais tout faux : l'âge, un diplôme non qualifiant. On voit bien l'évolution en quarante ans : le bac ne vaut plus rien. En fait, cela peut donner un plus s'il y a autre chose, mais en soi, c'est sans valeur. La conjonction des trois facteurs – l'âge, le diplôme et l'absence d'expérience – est sans pitié. J'écris dans le livre : « Dans un an ou deux, les entreprises ne prendront plus que des femmes de ménage diplômées ». J'ai rencontré, en effet, des jeunes femmes avec un bac « Métiers de la propreté ». On est passé de « femme de ménage » à « technicienne de surface » et enfin à « agent de propreté » !

Savoir/Agir : Comment avez-vous choisi les personnages qui apparaissent dans le livre ?

Florence Aubenas : J'ai rencontré beaucoup de gens très différents. Parler d'une telle ou d'une telle plutôt que d'une autre relève d'une subjectivité journalistique que je revendique... Je les ai tous rencontrés en travaillant, à deux exceptions près, Philippe et Victoria. En réalité, j'en ai côtoyé trois fois plus. Ce qui m'a intéressée, c'est que dans ces métiers de la propreté – que je qualifie parfois de précaires, ce qui fait hurler les intéressées – il

y a des jeunes, des vieux, des gens ambitieux, d'autres qui ont dégringolé, etc. Je voulais restituer tout cela, y compris la fille qui me dit « Je suis une *executive woman* » alors qu'elle lave les WC. Je le montre, non pas parce que je trouve ça drôle mais parce que je trouve ça digne. Ce sont des personnes qui pensent que leur travail, c'est ça, et qu'elles peuvent y réussir.

Pourquoi est-ce que je raconte l'histoire de Mimi par exemple ? C'est la seule à qui j'ai demandé son avis avant de publier ce que je dis d'elle. Elle est transsexuelle. Or, je ne voulais raconter que ce qui a trait au travail, qui n'est pas de l'ordre des confidences personnelles, ce qui n'est pas le cas ici. J'ai voulu le raconter parce que je venais de *Libé* où il y avait deux transsexuelles. Mais je pensais que c'était possible à *Libé*, où on est de gauche, ouverts et tolérants. Or, je me retrouve à Caen où je me rends compte – pas tout de suite, au bout de deux mois – que cette fille est transsexuelle. J'étais persuadée que si on demandait en France : « Voulez-vous laver les WC sur un ferry avec une transsexuelle ? », cela ferait dresser les cheveux sur la tête de beaucoup. Or, quand ça arrive en vrai, c'est différent. Je me suis fait engueuler : « Pourquoi tu roules des yeux, c'est tout à fait normal, ici on l'adore, c'est la plus belle d'entre nous, cela ne pose aucun problème ». Cela montre à quel point la vie est parfois en avance sur ce qu'on peut en raconter. C'est la vie qui l'emporte. Bien souvent, elle avance plus vite ! Heureusement en un sens : si la vie était à l'image du débat sur l'identité nationale, on devrait s'entretuer dans la rue !

Je tenais à parler de Mimi pour cette raison. Ouistreham est une petite ville, les gens ont peu d'outils de réflexion à leur disposition, et pourtant, la star du

coin, c'est une transsexuelle. Quand je lui ai demandé ce qu'elle en pensait dans la voiture qui, là-bas, sert un peu de confessionnal – on ne va pas au café, c'est trop cher – je voyais bien qu'elle hésitait. Je lui ai dit que j'avais changé tous les noms et qu'on ne la reconnaîtrait pas. Sa seule question a été : « Comment tu m'as appelée ? ». J'avais choisi Loulou, elle avait, en effet, les cheveux coupés comme dans le film de Pabst. « J'aime pas du tout ». « Tu aurais préféré quoi ? ». « Mimi », qui est d'ailleurs son véritable prénom. Ce qui fait que le seul vrai nom dans le livre, c'est le sien, à sa demande ! C'est cet ensemble qui m'a paru très bien. En fait, pour elle comme pour les autres, ce qui m'importait, c'est la vie telle qu'elle marche, avec ses résistances mais aussi ses soumissions. Victoria, c'est un peu cela aussi, avec l'échec du syndicalisme. Pourquoi le syndicalisme n'a-t-il pas pris dans ce milieu, qui est certainement celui où le taux de syndicalisation est le plus bas de France.

Savoir/Agir : C'est un autre aspect intéressant de votre livre. Il montre à quel point il est difficile de résister. Mais il montre aussi qu'il y a des résistances. Ce qui pose la question des conditions sociales qui les rendent possibles. Pourquoi certains peuvent-ils « l'ouvrir » ? Pourquoi est-ce possible à certains moments et pas à d'autres ?

Florence Aubenas : C'est vrai que cela reste un peu mystérieux. En fait les mobiles peuvent être différents. Dans certains cas, c'est l'héritage qui revient, les traditions de lutte. Dans d'autres, c'est plus conjoncturel, pour une insulte par exemple, comme quand le chef parle de « bande de crétines ». Dans ces cas-là, ça peut déborder !

Savoir/Agir : Vous évoquez aussi le sexisme dans les syndicats...

Florence Aubenas : Il y a le sexisme, mais aussi le fait qu'on fait jouer un rôle aux femmes. C'est bien qu'elles soient là, mais, parfois, c'est pour faire de la figuration. Elles n'ont pas le bon langage et ne jouent pas le jeu attendu. J'ai assisté, par exemple, à la rédaction de tracts, alors qu'elles ne maîtrisent pas toujours le parler syndical. Elles débarquent dans le rituel syndical et ne s'y retrouvent pas. Une des raisons, c'est bien sûr qu'elles travaillent dans des entreprises où les syndicats ne sont pas implantés. Elles sont deux ou trois sur un site à 4 heures du matin, il n'y a donc pas transmission culturelle. Là, on peut passer une vie de travail sans même savoir qu'il y a des élections syndicales. Victoria est une exception, elle sait parce qu'elle a été mariée à un ouvrier lui-même syndicaliste. C'est donc « à la maison » qu'elle se rend compte que ça existe, qu'elle voit comment ça marche et elle se dit : « Pourquoi pas moi ? ». Elle y est donc entrée elle-même.

Savoir/Agir : On peut supposer qu'il y a, de façon générale, un problème d'adaptation du syndicalisme à une situation nouvelle. Le processus de délocalisation et de désindustrialisation massive fait que, sur place, ne restent que des sous-emplois, déqualifiés, avec un pôle ouvrier dispersé dans les petites entreprises et un pôle d'employées déqualifiées. Or les syndicats en sont restés aux forteresses ouvrières et aux ouvriers de métiers des grandes entreprises. Mais les syndicats ne sont pas les seuls à être décalés. Les associations de chômeurs en sont aujourd'hui à demander un « revenu décent », voire le Smic, sans le lier

obligatoirement à un travail. Dans votre livre, Françoise dit : « Le pire qui puisse nous arriver, ce serait de vivre d'aides ».

Florence Aubenas : Oui, c'est aussi la raison pour laquelle j'ai tenu à noter cette affaire d'« *executive woman* ». Nous sommes ici dans un milieu où travailler reste très identitaire. Si on dit à Françoise : « Tu toucheras la même chose en restant chez toi », elle n'acceptera pas. Son identité passe par là, les gens que j'ai rencontrés restent fabriqués ainsi. La gauche a un peu oublié cette dimension identitaire du travail. Je me souviens, au lycée, je lisais *Germinal*, avec cet univers terrible, où les mineurs mouraient au travail, où on les tuait quand ils se révoltaient. À la même époque, on fermait les mines et je voyais à la télé les mineurs qui pleuraient. Naïvement, je me disais : « De quoi se plaignent-ils, ils devraient remercier ceux qui ferment la mine ». Pour un mineur, il y a donc une double réalité, celle dont il souffre et contre laquelle il lutte le cas échéant et celle où il se retrouve. C'est cela que Françoise exprime. Elle ne dit pas : « Je méprise les gens qui ne travaillent pas. Mais mon identité aujourd'hui, c'est d'être quelqu'un qui travaille ». Il me semble que cette dimension n'a pas été prise en compte quand on a décidé les 35 heures. On a fait comme si le travail était pure souffrance et que travailler moins, c'était aussi souffrir moins.

Si on renonce à fonder les identités sur le travail, tout le monde ne s'y retrouvera pas. Pour la grande majorité, le « ressenti » est différent. Quand Sarkozy a lancé le thème du « travailler plus pour gagner plus », il s'appuyait sur ce sentiment... De ce point de vue, les associations de chômeurs sont effectivement décalées. Elles

ne « parlent » qu'à certaines personnes. À Caen, je me suis inscrite à AC !. Quand je suis allée à une réunion, nous étions une dizaine : des retraités, des intermittents du spectacle et des profs. J'approuve cette forme de solidarité : ils aident les gens ponctuellement à remplir leurs dossiers, grâce d'ailleurs à des anciens des Assedic. Mais si AC ! envisage de détacher les allocations du travail, cela ne peut convenir qu'à une minorité. Le « N'ayez pas honte d'être chômeurs » est inaudible. C'est comme si, dans les hôpitaux, on disait aux gens : « Vous n'êtes pas malades, renoncez à prendre vos médicaments ». Car le chômage est perçu comme une maladie sociale.

Il y a un autre aspect du travail qu'il faut vivre pour le connaître : aujourd'hui, pour beaucoup, la norme d'emploi ce sont 5 ou 6 CDD d'une heure ou deux par jour... Par rapport à cette expérience, il y a vraiment une barrière de génération. Pour beaucoup, avant 35 ans, le travail n'a pas d'autre visage. Une situation où on ne sait pas toujours ce qu'on fera le lendemain. Si on n'aime pas ce qu'on fait, la seule solution c'est de s'en aller. Ça m'a frappée, la manière dont les gens fuient, se volatilisent, disparaissent. La forme habituelle de la protestation, c'est de dire : « Je m'en vais ». Ou alors : « Je ferme les écoutilles et je fais ce que j'ai à faire ». Le travail n'est plus ce qui structure, ce qui socialise. La vie consiste à se faufiler entre les écueils. Ce qui est remarquable, c'est que les deux discours cohabitent. C'est ce qui rend, d'ailleurs, l'époque intéressante à mes yeux, même si elle est décourageante. Quand vous entrez à l'entreprise de nettoyage l'Immaculée et que vous ne portez pas son T-shirt, on vous dit : « Mais attendez, qu'est-ce que vous croyez ? Vous êtes là pour deux heures et on peut vous virer quand on veut ». On

vous demande la fidélité absolue, comme chez IBM dans les années 1980. Mais, en même temps, on vous rappelle la fragilité de votre situation. Ce qui veut dire que l'entreprise elle-même ne sait pas comment parler d'elle. Ils ne savent plus comment faire. Le discours des entreprises à leurs salariés est lui-même fragmenté, fractionné. Les choses ne sont vraies qu'au moment où on vous les dit. Le lendemain, c'est autre chose. Dans les grandes entreprises, il y a des services de com qui tiennent un discours structuré. Mais dans les petites, il n'y a rien de tel.

Savoir/Agir : Que vient faire Philippe dans votre histoire ? Il vous a draguée ?

Florence Aubenas : Oui, mais en tout bien tout honneur. C'est peut-être mon côté Bécassine qui fait que cette histoire m'a amusée. Quand je suis allée au Salon pour l'emploi à Bayeux, j'y ai vu le lieu le moins sexy du monde. C'est sinistre, de grands halls, on vient tôt le matin avec son CV. On est un peu entre *losers*... de mon point de vue en tout cas. Le fait que ce type me drague m'a semblé totalement incongru dans ce lieu. Ça m'a semblé dingue et c'est pour ça que j'ai voulu le raconter. Lui aussi me racontait des choses que je n'aurais jamais comprises. Les hypermarchés par exemple, ils m'intéressent, je les ai vu naître, j'ai lu les livres de Marc Augé³. Quand j'y allais avec Philippe, il me racontait exactement l'inverse : quelque chose de profondément intime, tout sauf le non-lieu... « Là j'ai acheté ma première machine

à laver... ». En fait, la place du village, c'est le supermarché, on y va pour voir des gens. Et puis je pense qu'il est très difficile aujourd'hui pour un homme blanc, entre deux âges, de se faire une place dans la société, quand on n'a plus de travail, plus de voiture... Je l'observais quand il conduisait, par exemple, tout à coup il se retrouvait à sa vraie place. Il connaissait le discours sur les hypermarchés qui exploitent les petits producteurs, etc. Mais pour lui et beaucoup d'autres, leur enlever les hypermarchés, ce serait un drame. Là aussi, il y a deux aspects qui cohabitent. On nous a poussés à consommer et maintenant on veut nous le retirer. C'est comme si on éteignait les lumières du manège !

Personnellement, je suis habituée au centre-ville. Mais quand vous avez ces boulots-là, vous n'y allez plus, vous travaillez loin, dans les ZUP. Vous roulez en voiture, par obligation, et au centre-ville, on ne peut pas se garer. Donc, vous allez au supermarché. Je me suis rendue compte qu'au bout d'un certain temps, je n'allais plus au centre-ville... On se construit sa propre géographie. C'est cela aussi que je voulais raconter, la vie de la périphérie. Mais il ne faut pas se tromper : pour les gens, ce n'est pas une sous-vie, c'est leur vraie vie. En plus, Caen, c'est un peu particulier. Il n'y a pas de banlieue. En cinq km, vous êtes en pleins champs, la mer est à dix km. Donc, quand on veut prendre l'air, on va à Jardiland. Philippe vivait de plain pied dans cette vie-là.

Savoir/Agir : Comment avez-vous organisé le séjour ? Vous êtes restée à temps plein à Caen ? Et ensuite ?

Florence Aubenas : Même si je l'avais voulu, je ne pouvais pas revenir, je travaillais 6 jours sur 7. J'ai fini par trouver

3. Allusion à son livre : Marc Augé, *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Le Seuil, 1992. Ces « non-lieux », et parmi eux les supermarchés, sont des espaces qu'on ne s'approprie pas, avec lesquels on a une simple relation de consommation.

un CDI en juin : ce qui était le terme que j'avais fixé à cette expérience. Là encore, c'était un pied de nez du sort : je ne pensais pas que c'était possible. Je pensais écrire pendant l'été. C'est alors, à la mi-juillet, que l'on m'a proposé d'être présidente de l'OIP⁴. L'actualité a fait qu'il y a eu beaucoup d'activités, la loi pénitentiaire, etc. Mais je ne pouvais pas dire : désolée, je suis en train d'écrire un livre, je reviendrai après le vote de la loi. Je me suis donc remise à écrire fin septembre, après une interruption de deux mois. J'avais pris beaucoup de notes durant mon séjour. Les délais étaient courts : le livre est parti à la correction le 1er janvier pour paraître le 18 février. Je voulais que ce soit un livre d'intervention et j'étais encore dans l'esprit de ce que j'avais fait. Ce qui est constitutif aussi du reportage. Je ne suis, en effet, ni sociologue, ni économiste, je n'ai donc pas voulu faire de théorie, ce qu'on me reproche parfois aujourd'hui au motif que, dans Orwell, il y a toujours un peu de théorie. Je me suis, au contraire, appliquée à ne pas le faire. Je peux comprendre le reproche, mais c'est un choix délibéré et revendiqué de ma part. À la mi-décembre, je suis retournée à Caen pour leur dire, à Philippe et aux autres, que j'étais en fait journaliste et que j'avais écrit ce livre.

Savoir/Agir : Comment ont-ils réagi ?

Florence Aubenas : De façon diverse. Les gens qui m'aimaient bien et que j'aimais bien ont très bien réagi : par sympathie en général. Le plus drôle était qu'on me

disait : « Tu es journaliste, mais comment as-tu fait ? On n'a pas vu de caméras ? C'était une caméra cachée ? ». D'autres, à qui je racontais un peu ce que j'avais fait, le Rwanda, etc., m'ont dit : « Comment se fait-il qu'une journaliste s'intéresse à la vie ordinaire des gens ? ». Mais personne n'a dit : « Tu nous a trahies ». D'autres, après coup, n'ont pas aimé le portrait que j'avais fait d'elles : « Ce n'est pas moi », un peu comme lorsqu'on regarde une photo où on ne se plaît pas. Peu de gens m'ont dit : « C'est un mensonge, cela ne correspond pas à la réalité des choses ». En fait, j'ai plutôt raboté qu'exacerbé certains événements ou jugements.

Certains employeurs ont été emballés par le livre, ceux du ferry par exemple. Celui que j'appelle Jeff m'a dit : « C'est très bien. Ça nous montre tels que nous sommes, *cash* ». Il avait photocopié et surligné des extraits. L'entreprise de nettoyage m'a d'ailleurs invitée à raconter mon expérience à leur congrès d'entreprise. J'ai trouvé ça très intéressant. Ce sont des entreprises qui fonctionnent sur la dérégulation du travail – une zone de non-droit, tout en restant dans la légalité – et qui en jouent.

Elles font remarquer, par exemple, que les premiers à en bénéficier ce sont les ministères. Pour ces patrons, l'État ne changera pas la loi parce qu'il est le premier à en tirer parti. Comme chefs d'entreprise, ils sont d'ailleurs assez malins au sens où ils savent gérer des soupapes. Je n'ai pas d'opinion arrêtée sur le tutoiement, mais dans ces entreprises, vous tutoyez votre chef. Si vous ratez une journée, ils vous tirent les oreilles, mais ils ne vous virent pas pour ça. Ils ont compris que, s'il n'y a pas ces soupapes, les gens ne viendront pas, qu'on ne peut pas demander de venir au travail avec la régularité d'un ouvrier qui a trente ans de carrière au même

4. L'Observatoire international des prisons a été créé en novembre 1990. L'OIP a obtenu le statut consultatif à l'ONU en 1995. Il s'agit ici de la section française de l'OIP. Voir son site : <http://www.oipsf.org/index.php>.

endroit à des personnes qui se lèvent à 4 heures du matin et viennent pour une heure. Parfois elles ne viennent pas parce que les gosses sont malades, sans pour autant téléphoner pour le dire. Ils sont réalistes. Les gens s’y retrouvent. Sur le ferry, c’est dur évidemment mais il n’y a pas une mauvaise ambiance.

Ils me demandaient aussi : « Vous aimeriez que les femmes de ménage viennent dans la journée, au lieu de venir à 8 heures du soir ? ». C’est un vrai débat, qui concerne tout le monde. « Nous, on aimerait bien que les femmes de ménage travaillent durant la journée, mais nous dépendons aussi du donneur d’ordres ». Pour être juste, il faut dire aussi qu’un autre employeur m’a envoyé une lettre recommandée, pour prendre date, du style : « Je n’ai pas lu le livre, mais je me réserve... ». J’ai évidemment changé aussi le nom des entreprises. Même le camping ne peut pas être localisé à la lecture du livre.

Savoir/Agir : Votre métier de journaliste est-il encore praticable avec la conception que vous en avez ? Votre travail a été encensé par les médias⁵.

Vous êtes considérée comme une journaliste d’exception. Mais, en même temps, on dit qu’il faut des circonstances exceptionnelles pour travailler de cette façon. On célèbre donc, on consacre, mais la célébration ne va pas jusqu’à l’imitation...

Florence Aubenas : Je mesure bien le privilège de ma situation personnelle. Quand je demande un congé sabbatique,

sans solde certes, on me le donne, on le prolonge même, si je me suis trompée sur les délais. Je ne conçois pas mon métier de journaliste autrement qu’en faisant ce type d’expériences. Pour moi, c’est un métier d’engagement, d’aventure au sens large du terme. Mais il y a mille façons de faire ce métier et la mienne n’est pas exclusive.

Ce que je fais, c’est du reportage. Mais la plupart des journalistes se spécialisent aujourd’hui dans le commentaire, ils tiennent des blogs, etc. Je trouve certains de ces blogs très intéressants, d’autres moins... En France, le journalisme vedette reste quand même le journalisme de débat, le journalisme de commentaire. Le reportage n’est pas mis en avant, y compris par les journaux eux-mêmes. Un jeune journaliste aime donner son avis sur les choses, plus que d’aller couvrir une manifestation. Je m’en rends compte dans la pratique quotidienne. Il est vrai que rester deux mois quelque part, c’est compliqué, surtout s’il y a des enfants. Ça demande une grande disponibilité. Je respecte donc tout à fait ceux qui ont une autre conception.

Savoir/Agir : Vous êtes passée d’un quotidien à un hebdomadaire. Il y a une différence professionnellement ?

Florence Aubenas : Je n’ai pas du tout regretté de quitter *Libération*, qui n’était plus le quotidien que j’avais aimé. Je n’y suis pas allée par hasard, mais à cause du caractère atypique qu’il avait à l’époque. On y débattait de beaucoup de choses, les journalistes avaient droit à la parole, ils avaient l’impression de décider, les débats étaient très francs. Chacun pouvait donner son avis sur la Une et pouvait être entendu. Ce n’est pas du tout le cas à *l’Obs*. Avant, j’avais l’impression d’être

5. On pourra lire à ce propos : Henri Maler (avec Olivier Aubert et Amir Si-Larbi), « La médiatisation de l’enquête de Florence Aubenas : un cache-misère ? », *Acrimed*, <http://www.acrimed.org/article3323.html>.

dans un journal qui, d'une certaine façon, était mon journal. Quand on le critiquait, je prenais la critique pour moi. Même quand certaines choses ne me plaisaient pas, c'était moi quand même...

Je souhaiterais m'engager de la même façon au *Nouvel Obs*. Mais, de fait, ce n'est pas possible. On ne me demande jamais mon avis sur la Une par exemple. Quand je le donne, c'est de ma propre initiative. Mais force est de constater qu'on ne tient pas du tout compte de ce que je peux dire. Je ne cherche évidemment pas à diriger le journal. Mais il me paraît difficile de s'attendre au même engagement qu'à *Libé* de mon époque. Je ne demanderais pas mieux que de participer à la vie du *Nouvel Obs*, mais ce n'est pas faisable. Ce n'est pas lié au fait que c'est un hebdomadaire, c'est le fonctionnement de la presse en général. C'est *Libé* qui était l'exception et non pas l'inverse. Je pensais travailler dans la presse alors que je travaillais à *Libération*... L'engagement n'est pas le même selon qu'on vous demande simplement d'écrire des articles ou de participer à la réalisation du journal.

Savoir/Agir : Et votre engagement à l'OIP ? Comment le situez-vous dans vos activités ?

Florence Aubenas : Cet engagement me permet de parler de questions qu'il est devenu plus difficile d'aborder comme journaliste. Mais c'est aussi un travail auprès de l'opinion qui est pour moi le prolongement de mon travail de journaliste. C'est un peu un rôle de « passeur », même si le mot peut être contesté.

Même si on l'ignore à l'extérieur, la question : « De quoi faut-il parler dans la presse, c'est quoi un sujet journalistique ? » traverse toutes les rédactions. Dans le même ordre d'idées : « Qu'est-ce qui est politique, qu'est-ce qui relève de la vie privée ? ». Quand Claude Guéant dit à *Rue89* qu'il y a un complot international contre l'Élysée avec l'affaire de la vie privée du couple présidentiel, faut-il en parler ou non ? Ce débat est brouillé mais il est aussi intéressant.

Personnellement, je ne pense pas qu'il y ait de bons sujets et d'autres qui ne le sont pas. La remarque vaut aussi pour le social ou pour les prisons. Rien n'est ennuyeux ou anxiogène *a priori*. C'est comme le prof qui arrive à vous faire aimer une matière que l'on a détestée jusque-là. En fait, il vous fait sortir de vous-même. C'est ce qui est arrivé, par exemple, à *Libération* lorsqu'il a été décidé de parler du tiercé. Ça a provoqué des incompréhensions dans la rédaction, mais le journaliste a réussi à faire des courses quelque chose d'incroyablement poétique. J'ai été la première à dévorer ses papiers après avoir été une des plus sceptiques ! La presse avance aussi grâce à des innovations de ce type.

Savoir/Agir : La condition générique pour y arriver n'est-elle pas d'enquêter ?

Florence Aubenas : Le plus souvent possible, oui. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles mon livre se vend si bien. Ce qui me réjouit parce que j'y ai beaucoup travaillé. Mais aussi parce que je crois au journalisme social, au sens large. ■